



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 3124

Texte de la question

PROCHE-ORIENT

M. le président. La parole est à Mme Muguette Jacquaint, pour le groupe communiste.

Mme Muguette Jacquaint. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

En ce moment tragique pour les peuples du Proche-Orient, je veux exprimer, avec mes collègues du groupe communiste, mon horreur devant les odieux attentats perpétrés à Jérusalem et à Haïfa, et m'associer pleinement à la douleur des familles des victimes.

Les mesures brutales de représailles du gouvernement israélien, comme les actes terroristes, alimentent le cycle infernal de la violence que tout le monde dénonce. Les conséquences de ces actes pourraient conduire à un embrasement de cette partie du monde. Rompre ce cercle de mort, obtenir le retour au dialogue politique, doit être l'objectif de la communauté internationale.

La France doit tenir toute sa place pour faire cesser la violence, pour le retour, comme je l'ai dit, au dialogue et à la paix. Membre du Conseil de sécurité des Nations unies, elle doit agir fortement pour créer une dynamique en exigeant l'arrêt des colonisations et la fin de l'occupation comme l'ont recommandé la commission Mitchell et les résolutions de l'ONU. De même, elle doit se porter garante de l'existence et de la sécurité d'Israël. Dans ce but, la France doit agir avec l'Europe pour débloquer la situation en travaillant pour la tenue dans les meilleurs délais d'une conférence internationale associant les parties concernées et la création d'une force internationale de paix. Quelles initiatives en ce sens comptez-vous prendre, monsieur le ministre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur divers bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Madame la députée, la situation d'horreur que connaît actuellement le Proche-Orient présente en plus un paradoxe. En effet, alors que tout le monde est d'accord, en quelque sorte, sur la solution à mettre en oeuvre, y compris le président Bush qui a déclaré aux Nations unies qu'il fallait un Etat palestinien viable à côté de l'Etat d'Israël dont la sécurité serait garantie par des arrangements internationaux nécessaires et pour lesquels nous sommes disponibles, la tragédie se poursuit.

C'est pour cela que nous n'allons pas rester inactifs bien que les choses n'évoluent pas du tout dans le sens que nous souhaitons, au contraire, comme je le disais il y a quelques minutes. Avec nos partenaires européens et nos autres partenaires internationaux, nous allons donc examiner toutes les hypothèses nous permettant de retrouver une influence sur ce qui se passe. Vos suggestions seront examinées de près ; elles sont toutes intéressantes. Nous ne pouvons pas simplement faire des déclarations pour notre pays, même si nous disons tous les jours en conscience ce que nous pensons. Aujourd'hui, il s'agit de retrouver une influence véritable sur les mécanismes. Nous allons donc étudier très sérieusement dans les heures et les jours à venir ce qui peut être

fait à tous les niveaux, européens et internationaux, pour essayer de rompre cet engrenage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et plusieurs bancs du groupe communiste.*)

Données clés

Auteur : [Mme Mugnette Jacquaint](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3124

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 décembre 2001

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 décembre 2001